

201	28/04/2014	BE 0433.439.550	14	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	14099.00386	A-asbl 1.1

COMPTES ANNUELS EN EUROS

Dénomination: **Défi Belgique-Afrique**

Forme juridique: Association sans but lucratif

Adresse: Avenue Van Volxem N°: 380 Boîte:

Code postal: 1190 Commune: Forest

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de Bruxelles

Adresse Internet:

Numéro d'entreprise BE 0433.439.550

Date du dépôt de l'acte constitutif ou du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts. 12-06-2013

COMPTES ANNUELS approuvés par l'assemblée générale* du 25-04-2014

et relatifs à l'exercice couvrant la période du 01-01-2013 au 31-12-2013

Exercice précédent du 01-01-2012 au 31-12-2012

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Documents joints aux présents comptes annuels:

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

A-asbl 1.2, A-asbl 5.1.1, A-asbl 5.1.3, A-asbl 5.2.1, A-asbl 5.2.2, A-asbl 5.2.3, A-asbl 5.4, A-asbl 5.6, A-asbl 6

LISTE COMPLÈTE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'association ou de la fondation des ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES et, le cas échéant du représentant en Belgique de l'association étrangère

DEJEMEPPE Vincent

Avenue Van Volxem 4
1190 Forest
BELGIQUE

Président du Conseil d'Administration

BAUDRY Fabian

Rue de la Senne 112/10
1000 Bruxelles
BELGIQUE

Administrateur

Fin de mandat: 26-04-2013

DEJEMEPPE Laurent

Avenue Van Volxem 141

1190 Forest
BELGIQUE

Administrateur

DERENNE Laure

Avenue des Volontaires 173
1150 Woluwe-Saint-Pierre
BELGIQUE

Fin de mandat: 16-09-2013

Administrateur

GRENEZ Marie

Rue Meyerbeer 157
1180 Uccle
BELGIQUE

Administrateur

LIMPENS Catherine

Rue de la Grande Haie 5
1040 Etterbeek
BELGIQUE

Administrateur

MILLS Olivier

11th St NW 211
T2X1X1 Calgary
CANADA

Fin de mandat: 26-04-2013

Administrateur

MOREELS Emilie

Chemin de Montauban 1/401
1348 Louvain-la-Neuve
BELGIQUE

Fin de mandat: 26-04-2013

Administrateur

ROELANDTS Vincent

Rue Baron Van Hamme 34
1180 Uccle
BELGIQUE

Administrateur

SCOTT Catherine

Rue de la Senne 112/10
1000 Bruxelles
BELGIQUE

Administrateur

SOLBREUX Marie

Avenue Vauban 69
5000 Namur
BELGIQUE

Début de mandat: 26-04-2013

Fin de mandat: 25-04-2014

Administrateur

DE BROQUEVILLE Brieuc

Rue Zandbeek 161
1180 Uccle
BELGIQUE

Début de mandat: 26-04-2013

Fin de mandat: 25-04-2014

Administrateur

BAILLY Max-Henri

Avenue Herbert Hoover 36
1200 Woluwe-Saint-Lambert
BELGIQUE

Début de mandat: 26-04-2013

Fin de mandat: 25-04-2014

Administrateur

FERNAND MAILLARD & Co Soc Civ SPRL (B0305)

BE 0459.528.194
Rue de la Vignette 179
1160 Auderghem
BELGIQUE

Début de mandat: 27-04-2012

Fin de mandat: 24-04-2015

Commissaire

Représenté directement ou indirectement
par:

MAILLARD Fernand (A01039)

* Par le conseil d'administration dans le cas d'une fondation / par l'organe général de direction dans le cas d'une association internationale sans but lucratif.

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISÉS		20/28	8.190	10.840
Frais d'établissement		20		
Immobilisations incorporelles	5.1.1	21		
Immobilisations corporelles	5.1.2	22/27	8.190	10.840
Terrains et constructions		22		
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		22/91		
Autres		22/92		
Installations, machines et outillage		23		
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		231		
Autres		232		
Mobilier et matériel roulant		24	8.190	10.840
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		241	8.190	10.840
Autres		242		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété		261		
Autres		262		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	5.1.3/5.2.1	28		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	446.235	447.390
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
dont créances non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		2915		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	8.495	37.599
Créances commerciales		40	3.137	4.220
Autres créances		41	5.357	33.379
dont créances non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		415		
Placements de trésorerie	5.2.1	50/53		
Valeurs disponibles		54/58	436.166	409.791
Comptes de régularisation		490/1	1.574	
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	454.425	458.229

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
FONDS SOCIAL		10/15	<u>400.696</u>	<u>409.826</u>
Fonds de l'association ou de la fondation		10	191.790	191.790
Patrimoine de départ		100	191.790	191.790
Moyens permanents		101		
Plus-values de réévaluation		12		
Fonds affectés	5.3	13	205.000	215.000
Résultat positif (néгатif) reporté (+)/(-)		14	3.907	3.037
Subsides en capital		15		
PROVISIONS	5.3	16		
Provisions pour risques et charges		160/5		
Provisions pour subsides et legs à rembourser et pour dons avec droit de reprise		168		
DETTES		17/49	<u>53.729</u>	<u>48.403</u>
Dettes à plus d'un an	5.4	17		
Dettes financières		170/4		
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées		172/3		
Autres emprunts		174/0		
Dettes commerciales		175		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		179		
Productives d'intérêts		1790		
Non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		1791		
Cautionnements reçus en numéraire		1792		
Dettes à un an au plus	5.4	42/48	48.679	36.078
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		
Dettes financières		43		
Etablissements de crédit		430/8		
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	12.875	8.543
Fournisseurs		440/4	12.875	8.543
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales		45	35.803	27.535
Impôts		450/3	7.484	
Rémunérations et charges sociales		454/9	28.320	27.535
Dettes diverses		48	0	
Obligations et coupons échus, subsides à rembourser et cautionnements reçus en numéraire		480/8	0	
Autres dettes productives d'intérêts		4890		
Autres dettes non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible		4891		
Comptes de régularisation		492/3	5.050	12.325
TOTAL DU PASSIF		10/49	454.425	458.229

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation				
Marge brute d'exploitation (+)/(-)		9900	560.387	543.424
Ventes et prestations		70/74	1.201.668	1.027.893
Chiffre d'affaires		70	433.668	327.958
Cotisations, dons, legs et subsides		73	768.040	699.935
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers		60/61	646.721	484.469
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	5.5	62	251.929	240.216
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	4.735	5.006
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4	2.720	2.720
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)		635/8		-20.000
Autres charges d'exploitation		640/8	310.319	321.799
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Résultat positif (néгатif) d'exploitation (+)/(-)		9901	-9.316	-6.317
Produits financiers	5.5	75	2.732	6.116
Charges financières	5.5	65	2.217	2.027
Résultat positif (néгатif) courant (+)/(-)		9902	-8.801	-2.227
Produits exceptionnels		76	1.687	
Charges exceptionnelles		66	2.016	29.728
Résultat positif (néгатif) de l'exercice (+)/(-)		9904	-9.130	-31.955

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Résultat positif (néгатif) à affecter	(+)/(-)	9906	-6.093	-16.963
Résultat positif (néгатif) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	-9.130	-31.955
Résultat positif (néгатif) de l'exercice antérieur reporté	(+)/(-)	14P	3.037	14.992
Prélèvements sur les capitaux propres		791/2	10.000	
sur les fonds de l'association ou de la fondation		791		
sur les fonds affectés		792	10.000	
Affectations aux fonds affectés		692		
Résultat positif (néгатif) à reporter	(+)/(-)	14	3.907	3.037

ANNEXE
ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199P	XXXXXXXXXX	29.164
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8169	2.085	
Cessions et désaffectations	8179		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8189		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8199	31.249	
Plus-values au terme de l'exercice	8259P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8219		
Acquises de tiers	8229		
Annulées	8239		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8249		
Plus-values au terme de l'exercice	8259		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329P	XXXXXXXXXX	18.324
Mutations de l'exercice			
Actés	8279	4.735	
Repris	8289		
Acquis de tiers	8299		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8309		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8319		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8329	23.059	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	22/27	<u>8.190</u>	
DONT			
Appartenant à l'association ou à la fondation en pleine propriété	8349	8.190	

ETAT DES FONDS AFFECTÉS ET PROVISIONS

ETAT DES FONDS AFFECTÉS

Règles d'évaluation adoptées pour la détermination des montants affectés

RESULTATS AFFECTES : des fonds affectés pourront être constitués par prélèvement sur les résultats et utilisés sur base de proposition du conseil d'administration.
FONDS AFFECTES PROJETS : 205.000,00 €

PROVISIONS

Ventilation de la rubrique 160/5 du passif si celle-ci représente un montant important

Ventilation de la rubrique 168 du passif si celle-ci représente un montant important

Exercice

RÉSULTATS**PERSONNEL ET FRAIS DE PERSONNEL****Travailleurs pour lesquels l'association ou la fondation a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Nombre total à la date de clôture	9086	6	5
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	6	5
Nombre d'heures effectivement prestées	9088	8.162	7.991

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs	620	182.996	161.247
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	56.239	50.317
Primes patronales pour assurances extralégales	622		
Autres frais de personnel	623	12.694	28.652
Pensions de retraite et de survie	624		

RÉSULTATS FINANCIERS**Intérêts intercalaires portés à l'actif**

6503

Montant de l'escompte à charge de l'association ou de la fondation sur la négociation de créances

653

Montant par solde des provisions à caractère financier constituées (utilisées ou reprises) (+)/(-)

656

RELATIONS AVEC LES ENTITÉS LIÉES, LES ADMINISTRATEURS ET LES COMMISSAIRES

ENTITÉS LIÉES

Créances sur les entités liées

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

LES ADMINISTRATEURS ET LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ASSOCIATION OU LA FONDATION SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTITÉS CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Taux et durée des créances

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Codes	Exercice
9291	
9294	
9295	
9500	
9501	
9502	

LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du commissaire pour l'exercice 2013 : 2.135,80 € HTVA

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Les transactions qui sont contractées directement ou indirectement entre l'association ou la fondation et les membres des organes de direction, de surveillance ou d'administration

Exercice

RÈGLES D'ÉVALUATION

REGLES D'EVALUATION APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 Janvier 2014

PREFACE

Les règles d'évaluation sont dressées par le Conseil d'administration en application de l'arrêté royal du 19 décembre 2003, relatif à la comptabilité des associations sans but lucratif.

Les modifications qui s'avéreront nécessaires devront être soumises pour approbation au Conseil d'Administration. De même, il ne pourra être dérogé de manière exceptionnelle qu'après décision expresse du Conseil d'Administration.

Dans la mesure où le Conseil d'Administration juge que les cas d'évaluation non expressément prévus dans les présentes règles ne représentent pas une importance suffisante pour nécessiter une décision additionnelle ou modificative, ceux-ci seront réglés par des méthodes similaires à celles qui figurent ci-après, sans qu'il en soit fait mention spéciale.

I POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

1 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. En général

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition, en incluant les frais accessoires, s'ils sont inclus dans la facture initiale d'acquisition. Les investissements d'un montant unitaire (ou le cas échéant, par lot homogène) de moins de 100 € sont toujours pris en charge l'année de l'acquisition, même s'ils ont un caractère d'actif permanent. Pour certains biens repris ci-après, cette limite de valeur peut être augmentée. L'amortissement est toujours linéaire, sauf décision motivée du Conseil d'Administration. Il débute l'année en cours de laquelle l'investissement a été réalisé et est basé sur un amortissement linéaire de 4 exercices comptables (25% de taux d'amortissement).

En matière d'investissements faisant l'objet de subventions, l'association n'acte pas d'amortissements sur les biens acquis et les reprend en charge l'année du subside.

N.B. : Amortissements exceptionnels ou complémentaires

Le Conseil d'Administration doit décider, s'il y a lieu de prévoir une dotation exceptionnelle ou complémentaire pour les immobilisations corporelles ayant subi une perte inopinée de leur valeur économique ou qui sont retirées de l'exploitation.

4- CREANCES A PLUS D'UN AN

Les créances à plus d'un an sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les créances en monnaie étrangère sont valorisées en euros au cours de change à la date de clôture de l'exercice social.

5 - CREANCES A UN AN AU PLUS

1° En général : Les créances à un an au plus sont reprises à leur valeur nominale. Les règles d'évaluation sont les mêmes que pour les créances à plus d'un an. Les créances douteuses font l'objet de réduction de valeur en fonction du risque de perte.

2° Subsidés et autres produits à recevoir : les subsidés et autres produits sont enregistrés en créances au bilan dans la mesure où ils sont certains, et, le cas échéant, la convention signée, et qu'ils portent sur la période clôturée ou une période antérieure.

6 VALEURS DISPONIBLES

Les valeurs disponibles sont reprises à leur valeur nominale ; les valeurs en monnaie étrangère sont reprises au cours de change à la date de clôture du bilan.

8 COMPTES DE REGULARISATION (Actif)

Les comptes de régularisation comprennent des charges à reporter et les revenus acquis ; ils sont comptabilisés - soit aux montants nominaux du prorata des charges déjà payées ou facturées mais qui affèrent aux exercices suivants - soit au montant nominal du prorata des revenus qui affèrent à l'exercice mais qui ne sont pas encore reçus.

II POSTES DE PASSIF DU BILAN

1 - FONDS SOCIAL

Le fonds social est représenté par le patrimoine de départ de l'association. Il peut être augmenté des moyens permanents (dons, legs, subsidés en nature ou en espèces) reçus par l'association et destinés à soutenir durablement les activités de l'association.

RESULTATS AFFECTES : des fonds affectés pourront être constitués par prélèvement sur les résultats et utilisés sur base de proposition du conseil d'administration.

2 - SUBSIDES EN CAPITAL

Les subsidés d'investissements obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale.

3 - PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine, de manière individualisée, les provisions à constituer.

Ces provisions peuvent concerner notamment :

La non attribution d'un subside ou la non acceptation de pièces justificatives pour un subside

Les provisions font l'objet de reprises dans la mesure où elles excèdent, en fin d'exercice, une appréciation actuelle des risques et charges, en considération des quelles elles ont été constituées.

5 - DETTES A PLUS D'UN AN

Les emprunts et les dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

6 - DETTES A UN AN AU PLUS

Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les provisions sociales liées à l'exercice sont constituées chaque année, indépendamment du résultat. Elles sont dotées et ajustées au moins une fois par an à la clôture du bilan. La provision concerne les pécules de vacances simples et doubles et est calculée sur base des rémunérations brutes de l'exercice, conformément aux obligations légales en la matière.

7 - COMPTES DE REGULARISATION (Passif)

Les comptes de régularisation comprennent les charges à imputer et les produits à reporter ; ils sont comptabilisés : - soit au montant nominal du prorata des charges qui affèrent à l'exercice mais dont les pièces comptables ne sont pas encore reçues ; - soit aux montants nominaux du prorata des produits déjà facturés ou encaissés, mais qui concernent l'exercice suivant.

III. REGLES DE COMPTABILISATION DES SUBSIDES

A l'actif du BILAN sont repris les montants qui restent à recevoir pour l'année en cours ainsi que les compléments de subsidés pour années antérieures en cas de correction ; seront repris au passif les subsidés non utilisés et donc à rembourser en dettes courantes. Les subsidés couvrant des activités sur plusieurs exercices seront repris en compte de régularisation (subsidés à reporter) pour la partie à utiliser après la date de clôture du bilan.

Chaque année, les subsidés afférents à l'exercice seront pris en compte au compte de résultats en fonctions des conventions de subvention, des décomptes reçus des autorités subsidantes, des estimations raisonnables faites des soldes à recevoir ou à rembourser en fonction des critères de subvention et d'éligibilité.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES
MEMBRES DE L'ASBL « DEFI BELGIQUE AFRIQUE »
(BE 0433.439.550) SUR LES COMPTES ANNUELS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 454.424,94 € et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 9.130,17 €. Pour mémoire le référentiel comptable applicable est l'article 17§3 de la loi du 27 juin 1921 et ses arrêtés royaux d'application (en particulier celui du 19 décembre 2003).

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincères des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation d'association en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'association les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par l'association ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'association, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

Le respect par l'association de la Loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ainsi que des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions (et informations) complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- L'association n'est pas soumise à l'obligation de rédiger un rapport de gestion.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'association est bénéficiaire de subsides importants de différents pouvoirs publics. Tous les montants subsidiés n'ont pas encore fait l'objet d'un contrôle de la part du pouvoir subsidiant et n'ont pas encore fait l'objet d'un accord formel de prise en compte.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Les règles d'évaluation appliquées pour l'élaboration des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Bruxelles, le 25 avril 2014.

Fernand Maillard,
Reviseur d'Entreprises,
Gérant pour la Soc Civ SPRL Fernand
MAILLARD & CO,
Commissaire